

Identités sociales et comportement électoral

par Marc JACQUEMAIN

Chercheur au Centre Liégeois d'Etude de l'Opinion - Université de Liège

René DOUTRELEPONT

Directeur du Centre Liégeois d'Etude de l'Opinion - Université de Liège

et Michel VANDEKEERE

Chercheur au Centre Liégeois d'Etude de l'Opinion - Université de Liège

I. Introduction

La sociologie électorale hésite en permanence entre deux modèles d'analyse : d'une part, celui de l'électeur rationnel, qui vote, en fonction des circonstances précises, pour le parti qui à ses yeux, défend le mieux ses intérêts ; d'autre part celui de l'électeur socialement déterminé, dont on peut prédire le comportement en connaissant le groupe social auquel il appartient.

Dans un article de 1986 ¹, le sociologue français Georges Lavau résume cette antinomie en opposant les "électeurs raisonnants" aux "électeurs caractérisés par des déterminations collectives : électorat ouvrier, bourgeois, catholique, protestant, jeune, âgé, masculin, féminin, toscan, sicilien..." (pp. 303-304).

Le choix d'un modèle plutôt que l'autre comporte un double enjeu.

En premier lieu, la sociologie électorale constitue un cas d'application particulier du débat qui oppose, à travers toutes les sciences sociales, les tenants de l'explication par la rationalité individuelle et ceux de l'explication par les déterminismes sociaux. C'est là, comme l'a montré notamment Raymond Boudon ², la ligne de fracture majeure au sein de la sociologie, et il n'est certainement pas sans importance que la sociologie des comportements électoraux finisse par tomber d'un côté plutôt que de l'autre. En particulier, si une théorie rationaliste du comportement électoral parvenait à passer avec succès l'épreuve de la confrontation avec les données empiriques, cela apporterait certainement de l'eau au moulin de ceux qui, comme Philippe Van Parijs, suggèrent une "reconstruction des sciences sociales à partir de l'économie" ³.

Le deuxième enjeu est, lui, de l'ordre de la philosophie politique : ce qui est en cause, ce n'est pas seulement la rationalité de l'acteur, c'est celui du système politique tout entier. En effet, la fonction attribuée au suffrage universel dans les démocraties représentatives, c'est de permettre aux citoyens de faire connaître leurs désirs aux gouvernants et de sanctionner ces derniers s'ils n'ont pas répondu à leurs attentes.

(1) (1) G. LAVAU, L'électeur devient-il individualiste ? In : P. Birnbaum, J. Leca : *Sur l'individualisme*. Paris, 1987, pp. 301-329.

(2) R. BOUDON, *La logique du social*. Paris, 1979 ; R. BOUDON, *Effets pervers et ordre social*. Paris, 1977 ; R. BOUDON, *La place du désordre*. Paris, 1984.

(3) P. VAN PARIJS, Le modèle économique dans les sciences sociales : imposture ou nécessité ? In : *La Revue Nouvelle*, octobre 86, pp. 265-284.

Si le vote de l'électeur est entièrement dépendant de déterminismes sociaux, il n'y a plus de relation entre la politique menée par les gouvernants et le comportement électoral ; dès lors, la fonction de contrôle exercée par le suffrage s'évanouit.

Compte-tenu de ces deux enjeux, il n'est pas étonnant que la sociologie électorale (et la sociologie politique en général) soit devenue un marché très convoité par les exportateurs de théories économiques. Si malgré cela, les analyses en termes d'"électorats" continuent à coexister avec les "électeurs raisonnant", c'est que la greffe économique n'a pris qu'à moitié. Elle aboutit en effet à un paradoxe fort ennuyeux : le seul comportement électoral vraiment rationnel, c'est l'abstention.

Ce paradoxe a été mis en évidence - assez timidement - dans l'ouvrage qui reste, après trente ans, le texte de référence sur le sujet, celui d'Anthony Downs ⁴.

Pour Downs, l'électeur rationnel est celui qui utilise son vote pour maximiser le flux d'utilité qu'il espère recevoir de la politique menée par le gouvernement. L'idée est assez simple à saisir. La politique gouvernementale affecte de multiples façons de la vie quotidienne des électeurs. Par exemple, l'automobiliste sera préoccupé de la politique suivie en matière de taxes sur l'essence, de développement du réseau routier, etc... Le commerçant indépendant sera particulièrement intéressé par les projets liés au développement des grandes surfaces, ou par la politique menée en matière de sécurité sociale.

Sur toutes ces questions, les partis ont des positions. En comparant, sur les questions qui lui tiennent le plus à coeur, les positions des différents partis, l'électeur est capable de déterminer celui qui lui apportera le plus grand "flux d'utilité" s'il obtient le gouvernement. C'est le parti que cet électeur choisira, s'il est rationnel.

Notons que la notion d'*utilité* est entendue dans un sens assez large : elle ne se limite pas à la situation matérielle des électeurs et n'exclut donc pas des aspects subjectifs (par exemple, les préférences religieuses...).

Ce qui est exclu par contre, c'est la prise en compte de toute gratification qui ne serait pas dérivée de la politique gouvernementale. Par exemple, n'est pas rationnel l'électeur qui, prévoyant que tel parti va vraisemblablement gagner, lui accorde son vote pour la satisfaction psychologique d'être "du côté du vainqueur". N'est pas rationnel non plus celui qui détermine son vote pour plaire à sa petite amie.

Downs admet que du point de vue de "l'équilibre psychique de l'individu", de tels critères de choix d'un parti peuvent être parfaitement adéquats. Cependant, la manière restrictive dont il définit le vote rationnel est centrale dans son modèle car elle est indispensable lorsqu'il s'agit d'expliquer l'autre versant du système : les acteurs politiques eux-mêmes.

En effet, face aux électeurs qui sont des *maximisateurs d'utilité*, les partis, eux, sont des *maximisateurs de vote*. Leur objectif est d'obtenir le plus de voix possible et, pour ce faire, ils élaborent les propositions qui, compte tenu des informations

(4) A. DOWNS, *An Economic Theory of Democracy*. New-York, 1957.

dont ils disposent sur l'opinion publique, sont susceptibles de satisfaire le plus grand nombre d'électeurs. Cela n'a évidemment de sens que si les électeurs déterminent bien leur vote en fonction des programmes des partis.

On voit bien, derrière ce modèle, la trame d'une analogie assez poussée avec la théorie économique : les partis sont des *producteurs* de politique, les électeurs sont des *consommateurs*. Le vote est la monnaie qui permet l'échange et l'élection est le moment où s'incarne le *marché*, lieu de confrontation de la demande et de l'offre ⁵.

Mais l'analogie bute sur une difficulté, élégamment formulée par Brian Barry ⁶ : "alors qu'il n'est pas très pertinent de se demander pourquoi les consommateurs font quoi que ce soit de leur argent (plutôt que de le jeter), on peut parfaitement se demander pourquoi les électeurs devraient utiliser leur vote."

En effet, si le vote a pour fonction de sélectionner un gouvernement (à travers un parti ou une coalition), pour mesurer l'utilité de l'acte on doit tenir compte de deux facteurs :

- d'une part, la différence d'utilité (estimée par l'électeur) entre la politique du parti qu'il choisit et celle du parti qu'il rejette : c'est le "différentiel de parti" ⁷.
- d'autre part, la probabilité que le résultat final dépende d'un seul vote.

Si l'électeur sait que son vote à lui n'a qu'une chance infime de modifier le résultat (ce qui est presque toujours le cas), l'utilité réelle de ce vote est à peu près nulle, même si par ailleurs il préfère très nettement un parti à l'autre (ou aux autres).

Or, si l'utilité du vote est presque nulle, il n'en va pas de même de son *coût* : le vote est toujours un acte coûteux, d'abord parce qu'il faut s'informer (au moins un minimum), ensuite parce qu'il faut se déplacer, accomplir les formalités, etc... ⁸.

La conclusion du raisonnement est simple : dans presque tous les cas, le seul comportement rationnel est l'abstention.

Le problème de la théorie de Downs baptisé "paradoxe de l'électeur" peut être aisément traduit dans les termes du paradigme du free rider, tel que l'a développé Olson ⁹ : lorsqu'un grand nombre d'individus sont en situation de choisir s'ils vont contribuer ou non à l'obtention d'un bien collectif, le plus souvent, beaucoup s'abstiendront, parce que cette abstention n'aura qu'un effet infinitésimal sur leur part du bien collectif, alors que leur contribution, elle, a un coût chiffrable.

(5) Il est amusant de constater qu'un économiste comme Samuelson a utilisé l'analogie dans l'autre sens : où est l'oeuf et où est la poule ?

(6) B. BARRY, *Sociologists, Economists and Democracy*. Chicago, 1988 (1970), p. 14.

(7) On n'a considéré que le cas du bipartisme, mais le principe de base reste le même s'il y a plusieurs partis.

(8) Downs consacre d'ailleurs certains chapitres de son livre aux coûts impliqués par le vote.

(9) M. OLSON, *La logique de l'action collective*, Paris, 1978.

Dans son ouvrage, Brian Barry consacre un chapitre au problème de la rationalité de la participation électorale ¹⁰. Il examine différentes tentatives faites pour "sauver" la rationalité du vote. On ne reprendra pas ici toute l'argumentation qui le conduit à estimer qu'une analyse économique ne peut pas expliquer pourquoi les gens votent ¹¹.

Un point cependant mérite d'être relevé : Barry émet l'hypothèse que si la théorie économique échoue dans ce cas précis, c'est parce que le *coût* du vote est très faible. En dessous d'un certain seuil de coût, l'*inertie* des acteurs (ou leur obéissance à des normes, des valeurs...) jouerait un rôle déterminant et l'analyse économique en termes de coûts/bénéfices s'avérerait inadéquate. Si on admet l'idée d'un seuil, il est certainement erroné d'imaginer que le vote est toujours peu coûteux. C'est peut-être vrai dans les démocraties occidentales, en général. Mais dans d'autres situations, les électeurs sont prêts, parfois, à *surmonter un coût très élevé* pour pouvoir aller voter : par exemple, dans certains pays du Tiers-Monde en état de guerre civile (pensons au Salvador).

Indépendamment de l'intérêt du modèle économique et des succès qu'il peut obtenir par ailleurs, ce problème est difficile à écarter : comment sauver une théorie rationaliste du comportement électoral qui fait de l'acte même de voter un acte irrationnel ?

La plupart des auteurs reconnaissent qu'il y a là une impasse.

C'est ce qui a amené le philosophe italien Alessandro Pizzorno, dans deux articles relativement récents ¹² à repenser le problème à la base et à proposer un modèle tout-à-fait différent.

Pizzorno place au centre de son explication les concepts d'identité et d'identification.

Son raisonnement est globalement le suivant. Les théories du choix rationnel supposent un acteur doté d'un système de préférences donné et connaissant donc ses intérêts. Mais l'identité de l'acteur, qui est en quelque sorte la structure sous-jacente à son système de préférence, n'est pas un élément stable dans le temps : elle est évolutive. L'acteur qui choisit un parti aujourd'hui n'est pas nécessairement le même que

(10) B. BARRY, *op. cit.*, pp 14-46.

(11) B. BARRY, *op. cit.*, p. 39. De manière générale, les arguments avancés par ceux qui défendent la rationalité du vote (notamment Riker) consistent à montrer que le fait de voter peut fournir d'autres bénéfices pour l'électeur que ceux qui résultent de la mise en place d'un gouvernement donné. Mais alors, on sort clairement du modèle de Downs, comme nous l'avons expliqué plus haut. Comme le fait remarquer Barry, "(...) on peut toujours faire entrer n'importe quoi dans un schéma économique lâche, à condition d'être suffisamment accueillant à différents types de "récompenses" et de "coûts". Mais alors on risque surtout de verser dans la tautologie.

(12) A. PIZZORNO, Sur la rationalité du choix démocratique. In : P. BIRNBAUM, J. LECA (Eds.), *op. cit.*, pp. 330-369 ; A. PIZZORNO, Some other Kind of Otherness. In : A. FOXLEY, M. Mc PHERSON, G. O'DONNELL : *Development, Democracy and the Age of Trespassing*. Notre-Dame Un. Press, 1986.

celui qui subira les conséquences du choix demain : "Une personne qui choisit "rationnellement" doit être capable d'évaluer les conséquences de ses choix en termes de ses propres intérêts. Mais d'abord, les intérêts de son propre "soi" aujourd'hui ne sont pas les mêmes que ceux de son "soi futur" ¹³.

Toute théorie du choix rationnel doit donc appréhender le problème de ce qu'on pourrait appeler la "pérennité du soi" dès que les conséquences du choix se font sentir autrement que dans l'instant.

Pizzorno n'est pas le seul à soulever ce problème. Un auteur aussi attaché aux théories du choix rationnel que Jon Elster y consacre une partie importante de sa production scientifique ¹⁴. Mais là où Pizzorno va plus loin, c'est que, pour lui, la définition d'une identité à long terme est inévitablement un *processus social*. C'est seulement l'appartenance à des collectivités qui peut garantir une certaine stabilité de la définition des préférences et des intérêts de chaque individu.

D'abord, dit-il, nos besoins sont un produit social, c'est une banalité sociologique. Mais la *satisfaction* de nos besoins est également un produit social. Aucun "bien", qu'il soit symbolique ou matériel, n'a de valeur en dehors de la reconnaissance de cette valeur par d'autres hommes. Chacun d'entre nous a besoin de "cercles de reconnaissance". Ce sont eux qui nous assurent que ce qui a une valeur pour nous aujourd'hui continuera à en avoir une demain. Ce sont eux aussi qui assurent la stabilité dans le temps de notre identité.

C'est pourquoi, pour Pizzorno, toutes les théories qui analysent les phénomènes sociaux comme le résultat de l'action rationnelle des individus sont forcément auto-destructrices : l'action rationnelle *présuppose* le social. L'auteur, dès lors, inverse la problématique de Downs : en votant, l'électeur ne cherche pas à *réaliser* ses préférences, il vise à les *définir*. Le vote n'est pas essentiellement un acte instrumental, il est un acte d'identification. En votant pour un parti, l'électeur cherche à réaffirmer ce lien qui le rattache à une collectivité et, à travers ce processus, à réaffirmer son identité personnelle.

La proposition de Pizzorno a le mérite de "dissoudre" le paroxode de l'électeur : la gratification (réaffirmation de l'identité) résulte directement du *vote lui-même*, indépendamment de son résultat. L'électeur n'est donc pas découragé par le fait que son vote a très peu de chances de changer quoi que ce soit, puisque tel n'est pas le but du jeu. A la limite, on peut même imaginer, si l'on aime les paradoxes, que le vote est "d'autant plus beau qu'il est inutile" : la valeur du témoignage, et donc la récompense de l'électeur, est d'autant plus importante que le vote est dépensé en pure perte.

Cette vision aboutit bien sûr à une conception radicalement différente du système politique. Les partis ne sont pas (ou en tout cas pas seulement) des "maximisateurs

(13) A. PIZZORNO, Some other Kind of Otherness, *op. cit.*, p. 366.

(14) J. ELSTER, *Ulysses and the Sirens*, Cambridge, 1979

de vote": ils ne peuvent tabler sur des préférences fixes au sein du corps électoral puisque, à travers le vote, les électeurs réaffirment ou transforment leur identité, donc leurs préférences.

Peut-on, à partir de cette conception, aboutir à une construction aussi formalisée que les modèles économiques ? Pizzorno lui-même en doute. La première étape, nous semble-t-il, c'est d'établir l'existence d'une liaison entre les identités collectives et le comportement électoral.

Empiriquement, la plupart des études de sociologie électorale ont montré que le meilleur prédicteur du vote, c'est l'identification à un parti ¹⁵.

Cette vision est aujourd'hui partiellement contestée (voir précisément l'article de Georges Lavau cité plus haut) mais reste le paradigme dominant.

Pendant, l'intérêt de cette analyse reste assez circonscrit ; si on admet qu'un déterminant essentiel du vote est l'identification à un parti, on est loin d'avoir épuisé le sujet : comment cette forme d'identité s'articule-t-elle avec la multitude des identités collectives au sein d'une société donnée ?

La Wallonie de 1989 est un bon terrain pour discuter cette question. L'évolution du pays vers le fédéralisme contraint les Wallons à se reposer la question de leur identité collective : qu'est-ce qu'être belge, être wallon, être francophone, européen... ? Comment articuler le tout ?

L'hypothèse que nous testons ici est que la réponse que chacun donne à cette question est liée à son choix électoral. Autrement dit, le fait de se sentir peu wallon ou très wallon, peu belge ou très belge, etc... présente une liaison statistique avec le choix d'un parti.

Dans les pages qui suivent, nous testons cette hypothèse à partir des données empiriques recueillies lors de deux enquêtes réalisées en Région Wallonne auprès de deux échantillons de mille personnes, respectivement en novembre 88 et mars 89 ¹⁶.

Nous avons conceptualisé l'identité à partir du *sentiment d'appartenance*. Celui-ci a lui-même été appréhendé au moyen de deux indicateurs : la *fréquence* et l'*intensité*. Nous indiquons plus loin comment chacun de ces deux indicateurs a été opérationnalisé.

En clair, il s'agissait chaque fois de percevoir dans quelle mesure les personnes interrogées se sentent belges, wallonnes, francophones, européennes, "de leur sous-région". Nous avons ajouté une sixième identification possible, dont l'intérêt est expliqué plus bas.

(15) A. CAMPBELL, c.q., *The American Voter*, New York, 1960.

(16) M. JACQUEMAIN, e.d., *L'évolution des mentalités en Wallonie*, Etude réalisée par le Centre Liégeois d'Etude de l'Opinion (CLEO-Ulg) et la Fondation André Renard pour le compte de l'Exécutif de la Région Wallonne, B. Anselme, sous la direction de R. Doutrelepon et J. Verdin.

Précisons que les indicateurs du sentiment d'appartenance ont été construits *indépendamment* les uns des autres: il ne s'agissait pas de hiérarchiser les différents sentiments d'appartenance mais de dire, pour chacun d'eux, s'il était fréquent ou rare, faible ou fort.

Une fois ces échelles disponibles pour chaque sujet, nous avons croisé les variables ainsi construites avec le comportement électoral, en nous limitant aux électeurs d'un des quatre grands partis: Ecolo, PS, PSC, PRL. Les non-votants et les électeurs des petites listes ont été considérés comme "non-réponse" et donc exclus de l'analyse.

II. Identités sociales et comportement électoral

A. Les dimensions du sentiment d'appartenance

Nous avons retenu cinq groupes de référence qu'on peut qualifier de "politico-institutionnels": Belge, Wallon, Francophone, Européen, Sous-régional.

Les sentiments d'appartenance à ces cinq groupes ont été appréhendés sur deux échelles: une échelle de *fréquence* qui va de "jamais" à "très souvent", et une échelle d'*intensité* qui va de "faible" à "fort".

Autrement dit, pour chacun de ces cinq groupes de référence nous avons demandé aux personnes interrogées avec quelle fréquence et quelle intensité elles éprouvaient un sentiment d'appartenance. Pour rendre ces notions plus claires voici les résultats de ces deux questions ¹⁷.

TABLEAU 1

Vous arrive-t-il de vous sentir	Belge	Appartenance sous-régionale	Wallon	Francophone	Européen	Auto-désignation
Jamais	7,1	19,6	14,1	9,9	15,1	4,4
Rarement	7,1	10,9	7,6	6,3	14,8	3,8
De temps en temps	20,4	17,6	15,3	17,5	25,2	12,2
Souvent	29,9	26,5	26,3	31,4	24,1	30,5
Très souvent	35,4	25,5	36,7	34,9	20,2	49,1

TABLEAU 2

Quand vous vous sentez Est ce un sentiment	Belge	Appartenance sous-régionale	Wallon	Francophone	Européen	Auto-désignation
Faible	11,6	25,6	16,2	12,3	27,5	6,8
Moyen	40,6	33,6	32,9	39,5	40,0	26,7
Fort	47,8	40,8	50,9	48,1	32,4	66,6

(17) L'article s'appuie sur les résultats de novembre 88. On peut ultérieurement vérifier dans quelle mesure les résultats de mars 89 infirment ou confirment cette interprétation.

Le tableau doit se lire de la manière suivante : quand vous vous sentez belge, est-ce un sentiment faible (11,6%), moyen (40,60%), fort (47,6%) ?

Le total de chaque colonne est égal à 100%.

L'appartenance "sous régionale" a été insérée pour tester une opinion parfois exprimée par les historiens et commentateurs politiques : la Wallonie est historiquement hétérogène ; du fait de son unification récente (1789), on percevrait encore fortement dans les sentiments d'appartenance la persistance des anciennes structures féodales (principautés, comtés, etc...)

Indépendamment des identités wallonne, francophone, belge, européenne et sous-régionale, nous avons également cherché à mettre en évidence chez les sujets une composante plus spontanée de leur identité sociale.

Il s'agissait de savoir quel est, parmi la multitude des groupes repérables au sein de notre société, celui auquel la personne interrogée s'identifie le plus, de manière spontanée.

Nous avons donc posé une question entièrement ouverte : "Parmi tous les groupes auxquels vous appartenez, quel est le plus important à vos yeux ?"

Un tiers des sujets n'ont pas répondu à cette question. Parmi les autres, les groupes les plus divers ont été cités ; ceux qui revenaient le plus souvent étaient le groupe socio-professionnel, les associations diverses (clubs sportifs, etc...), la famille, la catégorie d'âge.

Nous avons appelé ce groupe "groupe auto-désigné" et nous avons mesuré le sentiment d'appartenance à ce groupe auto-désigné selon les deux mêmes dimensions (fréquence et intensité) de façon à disposer d'un point de comparaison.

L'auto-désignation constitue donc un point de référence par rapport aux identités qu'on pourrait appeler "politico-institutionnelles" (wallon, belge, européen, francophone, sous-région), quelque chose comme un "niveau de base" de l'identification à des groupes.

Notons que 30% des personnes interrogées n'ont pas répondu à cette question et n'ont donc pas fourni de "groupe auto-désigné".

Lors des différents tests que nous avons réalisés, les deux dimensions (fréquence et intensité) pour chaque groupe d'appartenance se sont avérées fortement corrélées en sens positif. Nous avons donc choisi de mener l'analyse à partir d'une seule d'entre elles, à savoir la fréquence.

B. *Fréquence du sentiment d'appartenance et comportement électoral : modèle théorique.*

Le premier élément à tester était la possibilité d'une relation entre le sentiment d'appartenance tel que nous l'avons défini et la décision de voter ou non. Nous avons donc construit une variable opposant ceux qui ont déclaré n'avoir voté pour aucun parti, d'une part, et ceux qui ont voté pour un parti, quel qu'il soit, de l'autre.

Cette variable ne présente aucune liaison significative avec l'un ou l'autre des sentiments d'appartenance. Nous avons donc laissé cette problématique de côté pour le présent article. Il conviendrait bien sûr de s'interroger sur la possibilité que d'autres composantes de l'identité sociale soient significativement liées à la décision de vote.

La liaison entre le choix d'un parti aux élections et les divers sentiments d'appartenance est, elle, beaucoup plus révélatrice. Mais elle est très variable selon le groupe de référence considéré. Pour s'en rendre compte, il suffit de calculer un test de X^2 pour chacune des tables de contingence. La probabilité associée à la valeur de X^2 nous indique chaque fois la plausibilité que les variables soient indépendantes.

Voici les valeurs de X^2 et les probabilités liées aux différentes tables de contingence :

	Belge	Wallon	Franco- phone	Sous-régio- nal	Européen	Auto-dé- signation
X^2	39.42	57.06	10.75	32.41	10.26	23.47
P	0.005	0.000	0.551	0.0001	0.5932	0.024

On constate d'emblée que "Européen" et "Francophone" ne sont pas significativement associés aux choix d'un parti. C'est une première indication : les sentiments d'appartenance à l'Europe et à la "Francophonie" ne semblent pas induire des structururations du champ politique au sens strict. Ce qui ne veut pas dire bien sûr, que la construction d'une Europe ou d'une Communauté Française ne soient pas des *enjeux politiques*.

On pourrait dès lors explorer deux types d'explication de cette absence de liaison entre identité et comportement électoral : soit on suppose qu'il y a un décalage entre identité et perception des enjeux politiques pour ces deux groupes de références ; soit les enjeux ne sont pas traduisibles en termes de choix partisans : les partis auraient des profils assez proches sur ces deux enjeux.

Ces deux hypothèses demanderaient bien sûr des éléments de vérification ultérieurs. Dans le cadre de cet article, nous nous contenterons de noter que ces deux sentiments d'appartenance ne sont pas liés au choix d'un parti. Ce n'est pas le cas pour les autres : nous examinerons, pour chacun des quatre groupes de référence (Belge, Wallon, Sous-région, Groupe Auto-désigné) comment se caractérise cette liaison avec le vote.

En l'état actuel de nos connaissances, il est impossible de préjuger laquelle des deux variables (comportement électoral et sentiment d'appartenance) est la variable explicative et laquelle est la variable expliquée. C'est pourquoi, à côté des tables de contingence en termes de pourcentages, nous utiliserons comme outil d'analyse le *modèle log-linéaire*, qui a l'avantage d'être *symétrique*. Ce modèle nous fournit donc des paramètres d'association entre les variables qui sont les mêmes quel que soit le sens de la causalité supposée.

Pour faciliter la visualisation globale, nous présentons les pourcentages d'une part, les paramètres du modèle log-linéaire de l'autre, sous une forme *synoptique*.

TABLEAU 3
Croisements entre sentiments d'appartenance en fonction du vote,
pourcentages.

	Jamais	Rarement	De temps en temps	Souvent	Très souvent
3.1. Belge					
Ecolo	10.5	8.8	35.1	26.3	19.3
PS	5.6	6.7	18.9	32.2	36.7
PSC	4.3	4.3	15.2	30.5	45.7
PRL	0.9	5.3	17.7	33.6	42.5
3.2. Sous-région					
Ecolo	36.8	5.13	22.8	26.3	8.8
PS	16.3	10.7	15.9	25.6	31.5
PSC	14.0	14.0	19.5	26.8	25.6
PRL	22.1	14.2	11.5	30.1	22.1
3.3. Wallon					
Ecolo	21.1	14.0	29.8	21.0	14.0
PS	4.4	7.0	13.3	27.8	47.4
PSC	17.2	8.0	11.7	23.3	39.9
PRL	15.0	6.2	21.2	25.7	31.9
3.4. Auto-désignation					
Ecolo	8.9	6.7	15.6	33.3	35.6
PS	4.9	2.4	12.9	35.0	44.8
PSC	2.3	1.5	5.3	28.1	62.9
PRL	4.3	4.3	17.4	27.5	46.4

Nous n'avons retenu comme données pertinentes que les sujets ayant exprimé une intention de vote pour un des quatre grands partis qui s'étaient présentés aux législatives de 87 en Région Wallonne (soit $\pm 95\%$ des votes valablement exprimés). Nous avons donc exclu de notre tableau quatre catégories de personnes :

- ceux qui ont déclaré n'avoir voté pour aucun parti (parmi lesquels les étrangers, qui n'ont pas le droit de vote, bien sûr),
- ceux qui ont refusé de répondre à la question,
- ceux qui étaient trop jeunes pour voter au moment des législatives,
- ceux qui ont voté pour une petite liste.

L'exclusion de ces quatre catégories est importante pour la construction des modèles log-linéaires car elle permet de dégager un système de comparaison *interne à l'ensemble des grands partis*.

Moyennant ces précisions, l'interprétation du tableau 1 est aisée. La ligne 1 se lit comme suit : parmi l'électorat Ecolo, 10,5% ne se sentent jamais belges, 8,8% se sentent rarement belges, 35,1% se sentent belges de temps en temps, etc... Chaque ligne peut se lire de la même façon.

En comparant, dans chaque colonne, les pourcentages pour les différentes lignes, on s'aperçoit, par exemple, que 19,3% de l'électorat Ecolo se sent très souvent belge,

contre 45.7% de l'électorat PSC. A l'autre bout de l'échelle, on voit que 10.5% de l'électorat Ecolo ne se sent *jamais* belge, contre 4.3% de l'électorat PSC.

En comparant les lignes et les colonnes de la même manière, on peut analyser pour chacun des groupes de référence, l'association spécifique entre fréquence du sentiment d'appartenance et choix d'un parti.

La construction de modèles log-linéaires permet de visualiser ces associations spécifiques de manière plus rapide.

TABLEAU 4

Modèles log-linéaires pour les croisements entre fréquence du sentiment d'appartenance et vote pour un parti. Indices paramétriques.

	Jamais	Rarement	De temps en temps	Souvent	Très souvent	Effet moyen
4.1. Belge						
Ecolo	0.766	0.136	0.296	-0.387	-0.812	-0.586
PS	0.265	0.001	-0.185	-0.047	-0.032	0.832
PSC	0.153	-0.295	-0.248	0.050	0.341	0.182
PRL	1.184	0.160	0.137	0.384	0.503	-0.427
Effet moyen	-1.275	-0.827	0.399	0.794	0.909	
4.2. Sous-région						
Ecolo	0.702	-0.541	0.429	0.099	-0.689	-0.954
PS	-0.271	0.015	-0.087	-0.088	0.431	0.759
PSC	-0.453	0.249	0.084	-0.072	0.193	0.293
PRL	0.022	0.278	-0.426	0.062	0.065	-0.098
Effet moyen	0.137	-0.565	-0.70	0.404	0.093	
4.3. Wallon						
Ecolo	0.394	0.389	0.391	-0.274	-0.900	-0.693
PS	-0.850	0.010	-0.102	0.314	0.628	0.551
PSC	0.303	-0.064	-0.436	-0.060	0.257	0.245
PRL	0.153	-0.034	0.147	0.019	0.015	-0.104
Effet moyen	-0.301	-0.702	0.050	0.367	0.587	
4.4. Auto-désignation						
Ecolo	0.369	0.428	-0.011	-0.220	-0.566	-0.398
PS	0.076	-0.271	0.101	0.128	-0.034	0.588
PSC	-0.290	-0.349	-0.382	0.312	0.709	-0.027
PRL	-0.155	0.192	0.292	-0.220	-0.109	-0.016
Effet moyen	-0.965	-1.312	-0.025	0.946	1.356	

Rappelons en deux mots le principe de fonctionnement du modèle log-linéaire dans le cas de deux variables. Celui-ci prend pour point de départ la *chance* liée à chaque cellule du tableau croisé, c'est-à-dire, pour simplifier, le rapport entre la probabilité de la cellule et la moyenne géométrique des probabilités de toutes les cellules.

Nous obtenons ainsi une estimation de la mesure dans laquelle cette cellule est sur-représentée (la probabilité y est supérieure à la moyenne) ou sous-représentée (la probabilité est inférieure à la moyenne).

Cette *chance* est ensuite décomposée en trois effets : un effet *moyen* pour la variable "parti politique" qui exprime la sur- (ou sous)-représentation de chaque parti par rapport aux autres ; un effet *moyen* pour la variable "fréquence du sentiment d'appartenance" qui exprime la sur (ou sous)-représentation d'une modalité par rapport aux autres et un effet d'*association*, spécifique au croisement des deux variables, une fois déduits les effets moyens.

Prenons un exemple. Dans le sous-tableau 1 (l'identité belge et le vote), la cellule du coin supérieur gauche est associée à trois paramètres : le paramètre de ligne = -0.586 ; il traduit simplement le fait que le nombre des électeurs Ecolo est inférieur au nombre moyen d'électeurs pour l'ensemble des partis ; le paramètre de colonne : - 1.275 ; il indique que la modalité "*jamais*" pour la fréquence du sentiment d'appartenance à "*belge*" est beaucoup moins choisie que la moyenne ; le paramètre d'association est 0.766. On peut le lire de deux façons (puisque le modèle est symétrique) : il signifie que parmi les électeurs Ecolo, il y a plus de chance, comparativement, qu'ils ne se sentent *jamais* belges que parmi les électeurs des autres partis ; et il signifie aussi que, parmi ceux qui ne se sentent *jamais* belges, la chance spécifique de trouver un électeur Ecolo est supérieure à la moyenne.

Le grand avantage du modèle log-linéaire, dans le cas présent est la rapidité de lecture : il évite les fastidieuses comparaisons de pourcentages et peut s'interpréter dans les deux sens. Notons cependant que, vu la manière dont nos variables ont été construites, la validité de la comparaison ne vaut qu'à l'intérieur de chaque sous-tableau : en toute rigueur, on ne peut comparer entre eux les paramètres issus de deux sous-tableaux.

Il importe aussi de préciser que le modèle log-linéaire construit un système de comparaison *clos* (puisque toutes les fréquences sont comparées les unes aux autres). Cela signifie que les paramètres donnés ici n'ont pas de validité "absolue" : leur validité est limitée à la comparaison entre les quatre principaux partis. Si nous introduisions les non-votants (ou les électeurs des listes marginales), tous les paramètres seraient modifiés).

Ceci étant précisé, l'analyse sera construite de la manière suivante : on négligera les effets moyens (dont l'interprétation, dans ce cas précis, est triviale) pour nous limiter aux effets d'associations/ou effets spécifiques).

Pour chaque parti et chaque identité, nous mettrons en évidence les effets spécifiques les plus marquants ¹⁸.

(18) Pour plus d'explications sur le modèle log-linéaire, voir : R. DOUTRELEPONT, Méthodes et résultats inédits pour l'analyse des voix de préférences. In : Res Publica, 1985, nr. 1., pp. 141-165

C. Analyse parti par parti

1. L'électorat Ecolo

Ce qui frappe chez les électeurs Ecolo c'est une caractéristique commune aux quatre sous-tableaux : il y a une association positive forte avec *jamais* et une association négative forte avec *très souvent*.

De manière générale (avec une petite exception pour "sous-région") toutes les associations positives pour Ecolo sont situées dans la partie gauche du tableau. En clair, l'électorat Ecolo a, de manière générale, nettement moins tendance que les autres à ressentir un sentiment d'appartenance à des groupes.

Il faut toutefois ajouter une nuance importante à cette remarque : les électeurs Ecolo se sentent globalement plus européens que les autres ! Nous n'avons pas retenu l'identité européenne comme facteur "explicatif" du vote parce que le test de X^2 était non significatif. Cependant, à titre indicatif, voici le modèle log-linéaire pour cette association, qui est relativement révélateur :

TABLEAU 5

Modèle log-linéaire pour le croisement entre sentiment d'appartenance européen et voix

	jamais	rarement	de temps en temps	souvent	très souvent	
Ecolo	-0.680	0.180	0.187	0.242	0.071	-0.910
PS	0.224	0.011	-0.127	-0.028	-0.081	0.770
PSC	0.171	0.198	-0.143	-0.113	-0.112	0.270
PRL	0.285	-0.388	0.082	-0.102	0.123	-0.141
	-0.493	-0.255	0.374	0.319	0.055	

$X^2 = 10.26$ $P = 0.59$

Le paramètre -0.680 dans la cellule Ecolo/*jamais* va à l'encontre de ce que nous avons observé dans tous les autres tableaux. Il indique que, si nous opposons Ecolo d'une part à l'ensemble des autres partis de l'autre, le test X^2 deviendrait sans doute significatif.

2. L'électorat socialiste

On voit que, parmi l'ensemble des grands partis, l'électeur socialiste se caractérise par une plus faible identité belge. Il ne s'agit pas là d'un effet très marqué. L'attrance des socialistes pour les modalités "faibles" de l'identité belge est, par exemple, beaucoup moins nette que celle des Ecolo (comme on peut le remarquer en comparant les paramètres : 0.766 pour Ecolo/*jamais* contre 0.265 pour PS/*jamais*). L'interprétation est aussi assez différente : alors que les Ecolo manifestent un "déficit" dans le cas de toutes les identités sociales que nous avons sélectionnées, ce n'est pas le cas des socialistes.

En effet, on remarque que le vote socialiste est associé positivement aux valeurs fortes pour l'identité sous-régionale. Et surtout, l'électeur socialiste se sent assez clairement plus wallon que la moyenne. Pour s'en convaincre il suffit de comparer, dans le sous-tableau 4.3., les paramètres -0.850 pour PS/*jamais* et $+0.628$ pour PS/*très souvent*. Dans ce sous-tableau il apparaît clairement que le PS est, de tous les partis, celui où l'identité wallonne est la plus nette. En termes de pourcentage, on voit que 47.4% des électeurs socialistes se sentent *très souvent* wallons, alors que c'est le cas pour 39.9% des électeurs PSC, 31.19% des électeurs PRL et.... 14% des électeurs Ecolo!

3. L'électorat social-chretien

Le rapport entre vote PSC et identité belge est d'un type assez intéressant. On remarque (sous-tableau 2.1) une association positive à la fois pour la modalité *jamais* et pour les modalités *souvent/très souvent*. Ce choix plus fréquent des valeurs extrêmes exprime sans doute une relative bi-polarisation du PSC : on y rencontre à la fois plus de gens "très" belges et plus de gens "très peu" belges que dans la moyenne des autres partis.

Cette structure est d'autant plus intéressante qu'on la retrouve, mais de manière encore plus nette en ce qui concerne l'identité "wallonne" (sous-tableau 4.3) : les associations avec *jamais* (0.303) et *très souvent* (0.257) sont clairement positives ; les associations avec *rarement* et *souvent* sont faiblement négatives ; l'association avec "*de temps en temps*" est nettement négative. Le comportement "bi-polaire" du PSC vis-à-vis des identités les plus marquées du point de vue politique est évidemment intéressant. Il semble suggérer l'idée que le PSC est relativement *hétérogène* quant à son positionnement dans le champ des identités "institutionnelles".

Comme dans le cas du PS, il y a peu à dire de la relation entre PSC et identité sous-régionale. Il y a un rejet clair de la modalité *jamais*, mais aussi une attirance avec la modalité *rarement*, ce qui indique un équilibre relatif des valeurs faibles et fortes dans ce cas.

Par contre, la relation entre le vote PSC et le groupe auto-désigné est sans ambiguïté : les valeurs faibles et moyenne sont clairement plus rejetées et les valeurs fortes clairement plus choisies que pour les autres partis. En ce qui concerne cette identité, le PSC a ainsi un profil exactement symétrique à celui des électeurs Ecolo.

4. L'électorat liberal

L'électorat PRL est sans aucun doute le plus "belge". La valeur élevée de l'association négative entre PRL et JAMAIS (-1.184) est compensée par des associations positives, avec toutes les autres modalités, mais surtout avec *souvent* (0.384) et *très souvent* (0.503)

En ce qui concerne l'identité sous-régionale, l'électorat PRL rejette la modalité *de temps en temps* (-0.426) au profit de toutes les autres. On peut donc dire que ce

qui caractérise l'électeur PRL, c'est qu'il a un avis sur la question, mais un avis partagé.

A l'inverse, l'électorat PRL n'a pas un profil bien net en termes d'identité wallonne : une association négative avec *rarement* est compensée par une association positive avec *jamais* et *de temps en temps*, les autres paramètres étant de valeur négligeable.

En ce qui concerne le groupe "auto-désigné", l'électorat PRL a une certaine tendance à préférer les valeurs moyennes au détriment des valeurs extrêmes.

5. Synthèse

L'utilisation systématique du modèle log-linéaire nous a permis de mettre en évidence un certain nombre d'associations spécifiques entre choix d'un parti et importance du sentiment d'identité.

L'analyse qui vient d'être faite doit se nuancer en tenant compte de deux remarques.

L'examen des associations spécifiques ne doit pas faire oublier l'importance des *effets moyens*. Ainsi, par exemple, le fait que les *Ecolo* ont une identité "auto-désigné" clairement moins marquée que les autres n'empêche pas que, en termes de pourcentage, 68,9% des électeurs *Ecolo* choisissent les modalités *souvent* ou *très souvent* pour cette identité. L'apparente contradiction provient simplement du fait que, tous partis confondus, ces deux modalités sont beaucoup plus choisies que les autres, ainsi qu'en témoignent les paramètres qui y sont associés (respectivement +0.946 et +1.356).

Nous nous sommes appuyés pour cette analyse sur un indicateur de l'identité qui est la *fréquence du sentiment d'appartenance*. D'autres indicateurs sont possibles. Dans le cadre de ce texte, nous n'envisagerons pas la construction d'indicateurs plus sophistiqués qui peuvent être construits à partir de la théorie de l'identité sociale.

Ces deux remarques faites, on peut présenter une synthèse de la relation choix d'un parti/identités sociales au moyen du tableau suivant :

TABLEAU 6

	Belge	Sous-région	Wallon	Auto-désignation
Ecolo	- -	- -	- -	- -
PS	-/0	+ +	+ +	+
PSC	+	+	+ /-	+ +
PRL	+ +	+ /-	0	0

Signification des sigles :

- - : parti le moins associé à cette identité
- + + : parti le plus associé à cette identité
- +
- +
- +
- 0 : association avec les valeurs moyennes
- + /- : bi-polarisation.
- /0 : association faiblement négative

L'analyse du tableau donne une vision *synoptique* des relations entre identités et choix d'un parti. Une série d'indications s'en dégagent.

Le profil des Ecolo est le plus "différent": ce sont ceux qui éprouvent le plus faible sentiment d'appartenance aux quatre groupes retenus comme significatifs. C'est la présence des Ecolo qui implique l'absence de "-" dans le reste du tableau. Ce côté "hors-normes" de l'électorat Ecolo vient sans doute perturber le jeu des comparaisons; une manière de corriger cet effet serait sans doute de procéder à la construction d'un modèle en deux étapes:

- (a) comparer les Ecolo à l'ensemble des partis dits "traditionnels",
- (b) comparer les trois partis "traditionnels" entre eux.

En dehors des Ecolo, chaque électorat présente une relation privilégiée avec une ou plusieurs identités:

PS: Wallon et Sous-région

PSC: auto-désignation

PRL: belge

Deux partis sont aussi divisés à propos d'une identité donnée:

le PSC pour Wallon

le PRL pour Sous-région

Le PRL a un profil relativement moins marqué par des appartenances que le PSC et le PS, puisque mis à part son profil nettement belge, l'électorat PRL a plutôt tendance à choisir les valeurs moyennes.

III. Conclusions

L'analyse qui précède a bien mis en évidence le fait que les électorats des différents partis se différencient par le profil de leurs sentiments d'appartenance.

Sous réserve de tout ce qui a été dit plus haut quant à l'ampleur relative de ces différences, chaque parti apparaît ainsi comme un pôle de structuration d'une composante de l'identité des Wallons.

Deux partis ont un profil aisé à expliquer: le PRL et le PS. Le premier apparaît comme pôle de structuration de l'identité belge, le second comme pôle de structuration de l'identité wallonne, d'abord, sous-régionale ensuite. Ces éléments ne sont pas vraiment inattendus: ils correspondent aux profils politiques que les deux partis eux-mêmes ont adoptés.

Le profil du PSC est plus difficile à situer. Que peut exprimer la liaison nette avec le sentiment d'appartenance au groupe "auto-désigné"? Répondre à cette question demande qu'on donne une signification politique à ce groupe "auto-désigné". Sans s'engager trop loin, on suggérera qu'il traduit une identité spontanée, où le politico-institutionnel a très peu de place¹⁹. Le PSC représenterait alors, si on admet une

(19) Spontanément très peu de personnes interrogées ont cité "les Belges", "les Wallons", ou "les Francophones" comme le groupe qui avait le plus d'importance à leurs yeux.

formulation quelque peu paradoxale, le pôle de structuration d'une "identité civile" face à des identités plus "institutionnelles".

Quant aux Ecolo, ils sont très clairement "hors-jeu". Ils accueillent l'électorat qui s'identifie le plus à l'Europe, alors que cette identification ne départage pas les autres partis. Pour le reste, ils paraissent "en retrait", c'est-à-dire beaucoup moins sensibles aux identifications collectives retenues.

Il est clair qu'on ne peut expliquer le succès relatif des partis simplement par les identités dont ils sont plus ou moins représentatifs : on sait en effet que l'importance du sentiment belge, du sentiment wallon et du sentiment francophone est à peu près équivalente au sein de la population globale. Car, ces trois sentiments d'appartenance structurent de manière très différente le champ politique.

Cela n'enlève rien nous semble-t-il à l'approche en termes d'identité sociale. En effet, comme le signale Pizzorno, dont nous nous sommes inspirés pour ces réflexions, les partis peuvent être des "pôles de structuration" de bien d'autres identités collectives. Certaines (par exemple l'identification à une classe sociale, à une cause universelle...) peuvent être en certaines occasions plus pertinents que celles que nous avons étudiées.

Il reste bien sûr à préciser par quels mécanismes les identités collectives et les comportements électoraux sont liés. Du point de vue scientifique, c'est là certainement l'essentiel. Mais cela nous entraînerait bien au-delà du présent article.

Summary : Social identification and electoral behavior

It is generally admitted that rational choice theories of electoral behavior lead to a paradoxical conclusion : in most circumstances, the expected value of governmental policy change due to one vote only is lower than the cost of the act of voting ; so the individual decision to vote is irrational.

To avoid this paradox, some authors have advanced that voting is mainly an act of social identification rather than an action directed toward the selection of a particular governmental team.

In this article, the authors make a first step in order to test the relation that may exist between behavior on the one hand and feelings of belonging to some politico-cultural entities on the other. We present the results of a survey that took place in November 1988 among the French speaking population of Wallonia (Belgium). Those results show that there is a clear link between electoral choice and the feeling of belonging to such entities as Belgium, Wallonia, French speaking community, Europe and County.